

REGLEMENT DE CONSULTATION

Réf : 25M0005

Achat de prestations de formation FPTLV

Construire son projet d'évolution professionnelle

Date limite de remise des offres

25 mars 2025 à 12h

Identité du pouvoir adjudicateur

Association Nationale pour la Formation permanente du personnel Hospitalier (ANFH)

- Délégation régionale ANFH commanditaire du contrat

GRAND-EST

rassemblant les délégations territoriales :

ANFH Alsace

(67 Bas-Rhin - 68 Haut-Rhin)

ANFH Champagne-Ardenne

(08 Ardennes - 10 Aube - 51 Marne - 52 Haute-Marne)

ANFH Lorraine

(54 Meurthe-et-Moselle - 55 Meuse - 57 Moselle - 88 Vosges)

Sommaire

Article 1. Objet de la consultation	3
Article 2. Etendue de la consultation	3
2.1 Missions et compétences du pouvoir adjudicateur.....	3
2.2 Type de procédure d'achat.....	3
2.3 Description des modalités de candidature.....	3
2.4 Périmètre géographique obligatoire d'exécution des prestations.....	4
2.5 Périmètre géographique d'exécution de prestations supplémentaires	4
2.6 Variantes facultatives	4
2.7 Variantes exigées	4
2.8 Modalités de contractualisation	4
2.9 Renseignements d'ordre technique, juridique, économique, et financier.....	5
2.9.1 Informations techniques et financières.....	5
2.9.2 Forme juridique de l'attributaire	5
2.9.3 Sous-traitance	5
Article 3. Conditions de modification du DCE (Dossier de Consultation des Entreprises)	6
Article 4. Demande de compléments, assistance technique	6
4.1 Pour les questions relatives aux documents de la consultation	6
4.2 Pour les questions relatives à l'utilisation de la plateforme d'achat.....	6
Article 5. Conditions de dépôt des plis.....	6
5.1 Dépôts dématérialisés des candidatures et des offres.....	6
5.2 Forme de la signature	7
5.3 Signataires	7
5.4 Virus	7
5.5 Copie de sauvegarde.....	8
Article 6. Présentation des candidatures et des offres	8
Article 7. Examen des offres anormalement basses	9
Article 8. Critères de sélection des offres	9
8.1 Critère qualité des prestations (70%).....	9
8.2 Critère financier (30%)	10
Article 9. Négociations	10
Article 10. Procédure de sélection de la ou des offres	10
10.1 Classement des offres	10
10.2 Attribution du contrat.....	10
Article 11. Délai de validité des propositions.....	10

Article 1. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet l'achat des prestations mentionnées en page 1.

Le descriptif et les modalités d'exécution des prestations sont décrits dans le cahier des charges.

Article 2. Etendue de la consultation

2.1 Missions et compétences du pouvoir adjudicateur

Le décret n°2006-1685 du 22 décembre 2006 relatif aux conditions d'agrément et de fonctionnement des organismes paritaires collecteurs des contributions des employeurs versées au titre de la formation professionnelle continue des agents de la fonction publique hospitalière:

- donne la mission de pouvoir adjudicateur à l'ANFH pour les contrats conclus en vue de répondre aux besoins de prestations de formation des agents et professionnels de santé des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article 2 de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 :
 - pour les prestations de formation : agents inscrits au plan de formation,
 - pour les prestations de DPC : professionnels de santé au titre des textes ci-dessous :
 - o article 114 de la loi 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé,
 - o arrêtés en vigueur définissant les orientations pluriannuelles prioritaires de développement professionnel continu pour les années concernées,
 - o décret n°2016-1317 du 5 octobre 2016 relatif à l'attribution de missions dans le cadre du développement professionnel continu des professions de santé en l'absence de conseils nationaux,
 - o décret n° 2016-942 du 8 juillet 2016 relatif à l'organisation du développement professionnel continu des professionnels de santé,
 - o arrêté du 14 septembre 2016 relatif aux critères d'enregistrement des organismes ou structures qui souhaitent présenter des actions de développement professionnel continu auprès de l'Agence nationale du développement professionnel continu.
- spécifie que l'ANFH est un pouvoir adjudicateur au sens des articles L1210-1 et L1211-1 du Code de la commande publique.

Au regard des textes réglementaires susvisés, l'ANFH est un OPCA de la Fonction publique hospitalière et un pouvoir adjudicateur. Elle est soumise aux dispositions du Code de la commande publique pour la passation des contrats de prestations de formation et de DPC, et des autres prestations de services connexes pour le compte de ses établissements adhérents.

L'ANFH est également une centrale d'achat de prestations de formation et de DPC, au sens de l'article 2 du décret n° 2006-1685 du 22 décembre 2006 et de l'article L2113-2 du Code de la commande publique, et de ses statuts.

En tant que pouvoir adjudicateur et centrale d'achat, l'ANFH conduira la présente consultation, notifiera le(s) contrat(s).

2.2 Type de procédure d'achat

La consultation est passée sous la forme d'une procédure adaptée en vertu des dispositions des articles R2123-1 et R2131-14 du Code de la commande publique et a pour objet de contractualiser un contrat de prestations de formation avec le ou les prestataires retenus.

2.3 Description des modalités de candidature

Les candidats veilleront à remplir le document intitulé « Candidature DUME » et y annexer les documents demandés dans ce dossier (se référer à la check-list en partie 1).

Ils veilleront également à remplir le document intitulé « Offre technique » et y annexer les documents demandés dans ce dossier (se référer à la check-list en partie 1).

Pour le contrat qui sera conclu à l'issue de la consultation, le pouvoir adjudicateur retiendra un seul prestataire à qui il confiera l'exécution de la prestation décrite dans les documents de la présente consultation.

2.4 Périmètre géographique obligatoire d'exécution des prestations

Les candidats à la présente consultation devront être en mesure d'exécuter les prestations sur l'ensemble du territoire de la délégation ANFH commanditaire du contrat (Cf. page 1 du présent règlement de consultation).

Conformément à la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé et dans le cadre de la mise en place des groupements hospitaliers de territoire (GHT), un territoire de santé peut réunir des établissements relevant de la délégation engageant le bon de commande et des établissements géographiquement situés dans une région limitrophe à celle-ci. Aussi, le candidat à la présente consultation devra également être en mesure d'exécuter les prestations auprès de l'ensemble des établissements susvisés.

2.5 Périmètre géographique d'exécution de prestations supplémentaires

Les candidats préciseront dans l'acte d'engagement composant leur proposition commerciale, dans quelles autres régions métropolitaines et/ou DOM les intervenants pressentis dans l'offre sont également en mesure d'exécuter des prestations supplémentaires.

Pour que l'offre sur ce périmètre supplémentaire soit prise en compte, il est impératif que les frais de séjour des intervenants dans ces régions soient indiqués dans l'annexe du bordereau de prix unitaires. Les régions pour lesquelles le candidat s'est positionné mais n'a pas indiqué les coûts des frais de séjour des intervenants, ne seront pas prises en compte. Les mentions type « devis sur demande » ne seront pas acceptées.

Le périmètre supplémentaire sur lequel le prestataire s'est positionné ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des offres.

Les délégations ANFH cochées dans le paragraphe « périmètre géographique d'exécution de prestations supplémentaires » de l'acte d'engagement, hors périmètre géographique obligatoire d'exécution des prestations, seront informées de la conclusion du présent contrat. A ce titre, le ou les prestataires retenus pourront être amenés, au cours de la période de validité du contrat, à dispenser les prestations objet du contrat et/ou toute autre prestation similaire auprès des agents de la Fonction Publique Hospitalière des régions de ce périmètre.

En dehors des délégations relevant du périmètre géographique obligatoire d'exécution des prestations, aucune exclusivité n'est accordée au(x) titulaire(s) du contrat pour l'exécution de prestation identique ou similaire pour les délégations cochées dans le paragraphe « périmètre géographique d'exécution de prestations supplémentaires » de l'acte d'engagement.

Ces délégations demeurent libres de commander et/ou de mettre à disposition de leurs établissements adhérents les prestations, ou d'organiser une mise en concurrence pour répondre aux besoins spécifiques des établissements de la FPH concernés.

2.6 Variantes facultatives

Les variantes ne sont pas autorisées. Les candidats devront répondre strictement aux conditions formulées dans les documents de la consultation.

2.7 Variantes exigées

Aucune variante exigée n'est à présenter par les candidats au titre de leur offre technique.

2.8 Modalités de contractualisation

A l'issue de la présente consultation, un contrat sera conclu entre le pouvoir adjudicateur et le ou les prestataires retenus.

Cette contractualisation se formalisera par la signature de l'acte d'engagement par le pouvoir adjudicateur. Les obligations du prestataire retenu à l'issue de la consultation sont décrites dans le document intitulé « Conditions contractuelles applicables aux achats de prestations de formation et autres prestations de service connexes » annexé au présent document.

Ces dispositions contractuelles ont pour objet de fixer les conditions applicables aux relations entre le pouvoir adjudicateur d'une part, et le prestataire retenu d'autre part. La signature de l'acte d'engagement (voir partie 2 du document "Offre technique") équivaut de la part du prestataire à l'acceptation sans réserve de toutes les dispositions contractuelles. Le prestataire renonce expressément à toutes clauses ou conditions autres, différentes ou contraires de celles-ci, et ce quel que puisse être le libellé de ses propres clauses ou conditions à cet égard, à moins que le pouvoir adjudicateur n'y ait consenti, en ce qui la concerne, au préalable et par écrit.

Le représentant habilité à engager le pouvoir adjudicateur à la date d'achèvement de la procédure, signera le contrat et les documents s'y rapportant.

2.9 Renseignements d'ordre technique, juridique, économique, et financier

2.9.1 Informations techniques et financières

Les propositions doivent être rédigées en langue française et exprimées en euros. Elles ne feront pas l'objet de rémunération.

2.9.2 Forme juridique de l'attributaire

Un même opérateur économique ne peut présenter plusieurs offres, en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

En cas de groupement, les candidats ne fournissent qu'un seul acte d'engagement pour l'ensemble des adhérents au groupement d'opérateurs.

Les opérateurs économiques peuvent présenter leur offre sous forme de groupement conjoint ou solidaire, en application de l'article R2142-20 du Code de la commande publique.

Un mandataire sera désigné et sera dans tous les cas solidaire de chacun des membres du groupement pour les obligations contractuelles en ce qui concerne l'exécution du contrat.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du contrat.

Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant.

Le pouvoir adjudicateur se prononce sur cette demande après examen de la capacité professionnelle, technique et financière de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé.

2.9.3 Sous-traitance

La sous-traitance partielle est autorisée conformément aux dispositions de l'article L2193-3 du Code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur aura la possibilité d'exiger que certaines prestations soient effectuées par le prestataire titulaire du contrat.

Le sous-traitant doit être accepté par le pouvoir adjudicateur. A cet effet, le prestataire devra présenter au moment de sa candidature ou en cours d'exécution une déclaration de sous-traitance (DC4) ou équivalent.

Ce formulaire est téléchargeable gratuitement au lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Pour la sous-traitance des prestations de formation FPTLV, pouvant ou non répondre aux orientations nationales et s'intégrer dans un parcours de DPC, l'acceptation du sous-traitant est à minima conditionnée par ses référencements obligatoires pour l'exécution de ce type de prestations. Si le sous-traitant présenté ne dispose pas de ces référencements, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser la candidature et par conséquent de ne pas étudier l'offre technique correspondante.

Le prestataire titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du contrat.

Article 3. Conditions de modification du DCE (Dossier de Consultation des Entreprises)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications mineures au dossier de consultation au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Si ces modifications interviennent plus tardivement, elles donneront lieu à un report de la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats doivent répondre sur la base du dossier modifié.

Les candidats ayant créé un compte sur la plateforme d'achat pourront :

- recevoir une alerte lors de la modification éventuelle du DCE par le commanditaire en cours de consultation
- accéder aux rectificatifs, aux demandes de compléments
- accéder aux questions-réponses.

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi automatique de message électronique à l'adresse électronique qui a été indiquée par le candidat lors du téléchargement du dossier de consultation. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée, s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure, si les messages ou alertes envoyés par la plateforme d'achat sont bloqués en tant que courrier indésirable, ou si les compléments ne lui ont pas été communiqués du fait que celui-ci a recours à un moteur de recherche pour avoir connaissance des consultations en cours.

Article 4. Demande de compléments, assistance technique

4.1 Pour les questions relatives aux documents de la consultation

Les candidats à la présente consultation adressent leurs questions, obligatoirement via la plateforme d'achat de l'ANFH (<https://plateforme-achats.anfh.fr>), au plus tard huit jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée, s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure, si les messages ou alertes envoyés par la plateforme d'achat sont bloqués en tant que courrier indésirable, ou si les compléments ne lui ont pas été communiqués du fait que celui-ci a recours à un moteur de recherche pour avoir connaissance des consultations en cours.

4.2 Pour les questions relatives à l'utilisation de la plateforme d'achat

Le service d'assistance est disponible :

- à partir de la page d'accueil de la plateforme d'achat
[Cliquez ici](#) pour accéder à la plateforme, lien d'accès à l'assistance sur la droite de la page.
- par téléphone au 01 53 43 05 44

Article 5. Conditions de dépôt des plis

5.1 Dépôts dématérialisés des candidatures et des offres

Le dépôt des offres sur la plateforme d'achat est imposé aux candidats.

Les candidats doivent créer un compte sur la plateforme d'achat accessible via l'Espace Prestataire du site www.anfh.fr (lien d'accès direct : <https://plateforme-achats.anfh.fr>).

La création d'un compte est simple et gratuite.

La réception des candidatures et des offres doit avoir lieu avant le :

25 mars 2025 à 12h

(Les plis réceptionnés hors délai seront rejetés)

La date et l'heure qui seront prises en compte par le pouvoir adjudicateur correspondent au dispositif de la plateforme d'achat paramétré sur le fuseau horaire de la France métropolitaine.

Il est recommandé aux candidats de se préparer à l'avance à répondre et de ne pas attendre le dernier jour pour déposer leur offre dématérialisée ou contacter l'assistance technique en ligne (Cf. article « Demande de compléments, assistance technique » du règlement de consultation).

En effet, la remise d'une réponse électronique exige l'utilisation d'un programme (applet) qui assure le formatage des fichiers de réponse et les opérations de signature, le cas échéant. Cet applet nécessite une configuration spécifique du poste de travail. Aussi, les candidats sont invités à utiliser la fonctionnalité « Se préparer à répondre » de la plateforme d'achat afin de vérifier les différents prérequis techniques pour la remise électronique de leur offre.

Il est par ailleurs précisé que le délai de transmission des fichiers de candidature et d'offre est fonction des capacités techniques et de raccordement du réseau Internet du candidat.

Les candidats seront attentifs au poids des fichiers qu'ils déposent, la lourdeur de ces fichiers entraînant l'allongement des délais de transmission et de téléchargement.

Les fichiers déposés n'ont pas l'obligation d'être compressés.

Le candidat déposera les fichiers correspondant à son offre en utilisant le compte propre à son entreprise. Les offres déposées par un prestataire par l'intermédiaire d'un compte d'une entreprise tierce et dont les références (notamment le numéro de SIREN) ne correspondent pas à l'entreprise pour laquelle l'offre est déposée, seront rejetées.

Le candidat devra télécharger les différents fichiers représentant son offre dans les champs explicitement définis sur la page de plateforme d'achat (candidature et allotissement le cas échéant).

Pour les consultations alloties, le candidat déposera son ou ses offres en un seul dépôt.

En cas de dépôts multiples par le candidat, que la consultation soit allotie ou non, seul le dernier dépôt reçu dans les délais sera pris en compte, sur la base de ses date et heure d'enregistrement par la plateforme d'achat.

L'accusé de réception mentionnant la date et l'heure de la réception est la preuve de dépôt de la réponse. Le candidat le conservera pendant toute la durée de la procédure.

5.2 Forme de la signature

Pour toute offre remise via la plateforme d'achat de l'ANFH, la signature électronique de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Uniquement le ou les candidats retenus seront tenu de la signer de manière manuscrite et de la renvoyer au pouvoir adjudicateur. Aussi, au stade de la candidature, les documents signés et numérisés seront acceptés.

Toute offre signée électroniquement devra être signée au moyen d'un certificat de signature électronique de type RGS conformément aux dispositions de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique et abrogeant l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Pour procéder à la signature électronique, le candidat utilisera l'outil technique de son choix, sous réserve de fournir gratuitement au pouvoir adjudicateur les moyens nécessaires à la vérification technique et juridique de sa signature et du certificat associé.

5.3 Signataires

Pour tout document pour lequel une signature est exigée, cette dernière doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat :

- le représentant légal du candidat,
- toute personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du candidat.

Dans le cas des candidatures en groupement d'opérateurs économiques, si les cotraitants n'ont pas habilité le mandataire à les engager contractuellement, chaque membre du groupement doit signer les documents pour lesquels une signature est demandée par le pouvoir adjudicateur

5.4 Virus

Dès lors qu'un virus est identifié, éventuellement avant même l'ouverture des fichiers composant la candidature et/ou l'offre du candidat, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de poursuivre son examen ou de réparer l'offre, car les fichiers remettent nécessairement en cause l'intégrité, et donc la conformité, des documents reçus.

5.5 Copie de sauvegarde

Le candidat pourra remettre une copie de sauvegarde à l'ANFH. Le cas échéant, celle-ci devra contenir l'ensemble des documents demandés au titre de la candidature et de l'offre.

La copie de sauvegarde devra être contenue dans un pli scellé portant impérativement en caractères lisibles, les mentions ci-dessous :

Copie de sauvegarde - Consultation Réf : **25M0005**
Nom de l'entreprise candidate : (à préciser)
Pli à ne pas ouvrir

La copie de sauvegarde sera envoyée par voie postale ou sera remise à l'adresse suivante :

ANFH – Pôle Achat Établissements – Service AMG
265 rue de Charenton - CS 51218
75578 PARIS CEDEX 12
Horaires d'accueil : 9h00 – 17h30

La copie de sauvegarde peut être effectuée sur un support physique électronique (CD, clef USB...) ou bien sur support papier. Dans ce dernier cas, les documents pour lesquels une signature est requise doivent être signés de manière manuscrite par une personne habilitée à engager le candidat.

La réception de la copie de sauvegarde doit avoir lieu au plus tard aux date et heure limites de dépôt des plis indiquées dans le présent règlement de consultation ; à défaut elle ne pourra être admise.

La copie de sauvegarde est uniquement ouverte dans les cas prévus par l'article 2-II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par le pouvoir adjudicateur.

Lorsque le pouvoir adjudicateur ouvre la copie de sauvegarde, les fichiers reçus par voie électronique ne sont pas pris en compte, la copie de sauvegarde s'y substituant. Elle devient alors la candidature et/ou l'offre analysée par le pouvoir adjudicateur.

Lorsque les fichiers reçus par voie électronique sont pris en compte, le pouvoir adjudicateur n'ouvre pas la copie de sauvegarde, celle-ci étant détruite.

Article 6. Présentation des candidatures et des offres

Pour présenter une offre, les candidats devront impérativement compléter les documents accompagnant le présent dossier de consultation (« Candidature DUME » et « Offre technique »).

Toute offre présentée devra comprendre l'ensemble des pièces listées dans ces documents.

Conformément aux articles R2143-3 et 2143-4 du Code de la commande publique, la candidature sera uniquement composée du DUME (document unique des marchés européens) intégralement rempli et signé (cf check-list en partie 1 du document intitulé « Candidature DUME »).

Le DUME est une déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11, et qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail. Le DUME est complété des renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat.

Uniquement le ou les attributaires pressentis devront fournir les certificats et documents justificatifs à jour.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser une candidature incomplète et/ou non conforme et par conséquent de ne pas étudier l'offre technique correspondante.

Également, il se réserve le droit de refuser une offre technique incomplète et par conséquent de ne pas l'étudier.

Référencements obligatoires pour l'exécution de prestations de formation

Pour toute prestation de formation dispensée dans le cadre des marchés contractualisés pour le compte des adhérents de l'ANFH et financée par l'Association, le candidat devra être :

- Soit un organisme de formation disposant d'un numéro de déclaration d'activité en tant qu'organisme de formation et certifié Qualiopi, ayant satisfait aux exigences des sept critères qualité du décret n° 2019-564 du 6 juin 2019 ;
- Soit un organisme de développement professionnel continu (ODPC).

La candidature des prestataires ne justifiant pas de ces obligations sera déclarée irrecevable.

Les candidats en cours de référencement au moment du dépôt de leur candidature, devront justifier de leurs référencements au plus tard lors des contrôles du pouvoir adjudicateur en vue de l'attribution du contrat. Dès lors, la candidature et l'offre d'un candidat ne présentant pas les référencements obligatoires pour l'exécution de prestations de formation seront rejetées.

Dans l'hypothèse de recours d'un candidat à la sous-traitance, le ou les sous-traitants soumis à l'acceptation du pouvoir adjudicateur devront également justifier des référencements précités.

Article 7. Examen des offres anormalement basses

Conformément aux dispositions des articles R2152-3 et R2152-4 du Code de la commande publique, si une offre paraît anormalement basse au pouvoir adjudicateur, celui-ci demande par écrit au candidat concerné les précisions qu'il juge utiles et vérifie les justifications fournies. Les candidats devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées par le pouvoir adjudicateur. Si les informations fournies ne permettent pas au candidat de justifier son prix, l'offre pourra être rejetée.

Article 8. Critères de sélection des offres

Les offres économiquement les plus avantageuses sont sélectionnées, après classement en application des critères d'analyse suivants.

8.1 Critère qualité des prestations (70%)

La qualité est jugée au regard des réponses apportées par le candidat dans le cadre de sa réponse technique. Une notation sur 20 est attribuée à chaque offre, en fonction des sous-critères et des points listés ci-dessous :

Sous-critères qualité des prestations	Points <i>Total : 20</i>
Pertinence de la démarche et des méthodes pédagogiques proposées pour l'atteinte des objectifs développés dans le tableau séquentiel du CRT	6
Formation et expérience des intervenants proposés pour dispenser cette thématique	5
Adéquation du contenu de la formation avec le cahier des charges	4
Qualité des supports et de la documentation remise aux participants évalués en fonction des exemples joints au cadre de réponse technique	2
Adéquation du dispositif d'évaluation pédagogique avec les objectifs de formation	2
Capacité de déploiement de la prestation sur le périmètre géographique obligatoirement couvert	1

Il est précisé que toute offre ayant une notation inférieure à 12 sur 20 (notation avant pondération) pour le critère qualité des prestations sera éliminée et ne sera pas classée.

8.2 Critère financier (30%)

Ce critère est jugé au regard des réponses apportées par les candidats au bordereau de prix unitaire du document intitulé « Offre technique ».

Une notation sur 20 est attribuée à chaque offre, en fonction :

- du prix unitaire d'une formation pour un groupe,
- du prix pour deux entretiens personnalisés pour un groupe de douze agents
- du coût moyen des frais de séjour de l'intervenant, calculé à partir des prix indiqués pour chacun des territoires du périmètre géographique obligatoire.

Les frais d'organisation de la session se sont pas pris en compte.

Article 9. Négociations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les prestataires ayant présenté les deux meilleures offres, sous réserve qu'il considère disposer d'un nombre suffisant d'offres satisfaisantes (notation du critère Qualité égale ou supérieure à 12/20) si le pouvoir adjudicateur estime qu'aucune offre n'est acceptable en l'état ou peut être améliorée.

La négociation pourra être menée par simple échange écrit. A l'issue de la phase de négociation, les candidats formuleront une nouvelle proposition qui constituera leur offre définitive.

Article 10. Procédure de sélection de la ou des offres

10.1 Classement des offres

Une commission d'analyse des offres se réunira afin d'examiner les propositions écrites des candidats.

A l'issue de l'analyse des offres, un classement des offres les mieux disantes au regard des critères énoncés dans le DCE est établi.

10.2 Attribution du contrat

Conformément aux dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique, si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'exclusion, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par le pouvoir adjudicateur, produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Le cas échéant, le candidat ou le soumissionnaire dont la candidature ou l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Sur le principe de l'article R2182-1 du Code de la commande publique, un délai minimal de onze jours est respecté entre la date d'envoi des décisions de rejet des offres et la date de signature du ou des contrats par le pouvoirs adjudicateur.

Article 11. Délai de validité des propositions

Le délai de validité des offres est de **cent-quatre-vingt (180) jours** à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.